



La Commune



Réforme des retraites : oser désigner les obstacles...

du 5 octobre 2013 | Chronique hebdo, La Commune, du 5 octobre 2013

Il y a donc eu le 10 septembre, journée nationale d'action appelée par l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires. Cette journée n'avait pas pour but le retrait de la réforme Hollande-Ayrault des retraites. Ce n'était pas même pas une journée de grève de 24 heures. Et, maintenant, il y aura la journée du 15 octobre, organisée par la seule CGT, dont l'axe est " *Amplifions la mobilisation pour notre salaire, notre emploi, notre protection sociale, notre retraite* ". Un coup d'épée dans l'eau, en somme...

l'appel à la journée du 15 lancé par la direction confédérale CGT ne mentionne pas une seule fois la réforme Hollande Ayrault. Il ne dit mot du débat parlementaire qui s'engage pour valider cette réforme. (Voir en Annexe I). Il se contente à la fin de deux lignes qui indiquent : " *Gagner sur ces questions ouvre d'autres perspectives pour le financement de la protection sociale et pour une autre réforme des retraites* ". Une " autre réforme " et en attendant, on avale celle-ci... Dans ces conditions, est-il exagéré de dire que les directions syndicales confédérales se refusent à combattre cette réforme qui nuit gravement à nos retraites ?

De son côté, Lepaon considère qu'il y a une différence entre un gouvernement de gauche et un gouvernement de droite et il en fait état dans les colonnes de *l'Humanité*. C'est son droit. Tout comme il a le droit de penser à titre personnel qu'il faudrait aider la gauche à avoir une politique de gauche. Mais, la question n'est pas là : La réforme Hollande-Ayrault poursuit et aggrave les réformes des retraites initiées par les gouvernements Balladur, Raffarin et Fillon, ne serait-ce qu'en augmentant encore et encore la durée de cotisation
La réforme des retraites que le parlement s'apprête de valider en cache une autre : la réforme de la sécurité sociale, par la suppression de la cotisation Famille
Tout indique qu'après les élections municipales et européennes, le gouvernement s'attaquera plus directement au code des pensions civiles des fonctionnaires et des régimes spéciaux EDF, SNCF, etc, dans le droit fil du rapport Moreau

Cela, tous les syndicalistes, quel que soit leur niveau de responsabilité dans leurs confédérations, fédérations, syndicats, le savent. Et, tous, s'interrogent, à des degrés divers, sur le positionnement des plus hauts responsables confédéraux : Pourquoi n'exigent-ils pas le retrait de la réforme en cours ? Pourquoi n'exigent-ils pas l'abrogation des réformes précédentes ? Pourquoi s'enchantent-ils de la mise en place d'un " compte pénibilité " qui est un coup de canif dans le système de retraite par répartition, que d'aucuns cherchent à remplacer par un système individualisé " par points " ? Pourquoi cherchent-ils sans cesse d'autres " sources de financement " ? Pourquoi acceptent-ils les augmentations de cotisations sociales au détriment du salaire net ? Pourquoi trouvent-ils des " avancées " là où il n'y en a pas ? Pourquoi ne disent-ils mot de la réforme du financement de la sécurité sociale qui se trame ?

Ce dernier point, à lui seul, mériterait, un développement à part : dès le 5 juin, le Point relayait : " *Faire évoluer le financement de la protection sociale. Le sujet est sur la table depuis que Jean-Marc Ayrault a chargé un Haut conseil, en novembre dernier, de lui remettre un rapport sur le sujet. Mercredi, Les Échos publie la version "quasi définitive" de ce travail qui devrait bientôt être remis au gouvernement.*

Dans sa lettre de mission, Jean-Marc Ayrault avait demandé à ses membres (syndicalistes, représentants patronaux, experts) d'examiner "les différentes pistes qui permettraient de mieux asseoir et de diversifier les financements de la protection sociale afin de rééquilibrer la part des contributions pesant exclusivement sur les revenus salariaux". En clair, sur l'emploi. Le rapport se penche donc sur des alternatives aux cotisations sociales assises sur les salaires "
http://www.lepoint.fr/economie/vers-une-reforme-du-financement-de-la-protection-sociale-05-06-2013-1676912_28.php

Or, tout syndicaliste sait de quoi il en retourne : le jour où les cotisations sociales ne seront plus assises sur les salaires, la Sécurité sociale sera liquidée, corps et bien ! Et, pourtant, comme nous l'avons constaté, les directions syndicales confédérales sont en quête, elles-mêmes, d'autres " sources de financement " propices à l'étatisation de la Sécurité sociale, dont les prestations dépendront du bon vouloir du gouvernement. Il les réduira, selon les besoins généraux des capitalistes et des banquiers, selon les directives " européennes ", selon les diktats du FMI. Il les réduira pour régler la " dette " et ses intérêts.

D'ores et déjà, des voix s'élèvent au sein de la CGT (voir en annexe II l'adresse de l'UD Loir et Cher) pour que leur confédération soit mise au service de la mobilisation unie pour en finir avec toutes les réformes de la retraite et de la sécurité sociale. Ce n'est qu'un début, ou plutôt la partie visible d'une confrontation qui ne manquera pas de se développer au sein de la principale centrale ouvrière. Mais aussi, au sein de FO dont le CCN réuni le 20 septembre, a écarté la revendication du retrait de la réforme Hollande-Ayrault (à l'unanimité moins une voix et, donc, avec l'aide des cadres du POI qui ont des positions dans FO).

Ce front du refus qui se dessine au sein des confédérations exprime, au demeurant, la même chose que les grévistes sur les chaînes de PSA : la volonté d'en finir avec les fausses négociations, avec les faux semblants, avec le faux réalisme qui transforme le syndicat en " partenaire social " ou en " conseiller social " du gouvernement des capitalistes et des banquiers pour renouer avec les bonnes méthodes : celles de la lutte des classes, tout simplement. Car, ce sont seules ces méthodes-là qui ont porté leurs fruits.

Jean-Paul Cros, (34, commission de médiation, Y,) Pedro Carrasquedo, (CPN 64, Pays Basque, Y,) Francis Charpentier (Pays Basque, 64, Y) ; Daniel Petri, (13e, Y,) Wladimir Susanj, (CPN 75, Y)

Annexe I

Publié le mercredi 2 octobre 2013

LE 15 OCTOBRE DANS L'UNITÉ

Mobilisons nous



Le 15 octobre, manifestons tous ensemble

Amplifions la mobilisation pour notre salaire, notre emploi, notre protection sociale, notre retraite
Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux est une nécessité pour relancer l'économie et l'emploi et pour financer la protection sociale et nos retraites.

Les effets néfastes des stratégies patronales, relayées par les plans d'austérité décidés par les gouvernements, ne sont plus à vous expliquer. Ils conduisent l'immense majorité d'entre nous à ne plus admettre de vivre de plus en plus mal DANS et DE son travail et d'avoir de moins en moins de projection possible sur son avenir, en particulier pour les jeunes.

Le processus de mobilisations unitaires proposé par la CGT est seul à même d'ouvrir des perspectives d'amélioration pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi. De la participation de chacune et chacun dépend sa force et de celle-ci, la possibilité de gagner !

Pour préparer le 15 octobre, saisissons nous de la semaine du 7 au 11 octobre pour interpellier le patronat et les parlementaires sur les attentes sociales concernant les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la protection sociale et la retraite.

Ce sont les salariés par leur travail qui créent les richesses, mais tant que le patronat et les gouvernements appréhenderont le travail comme un coût, le chômage et la précarité augmenteront et le pouvoir d'achat baissera. Cette politique d'austérité alimente la récession économique et industrielle en France. Avec la confédération européenne des syndicats, nous disons que l'austérité menée partout en Europe n'est pas la solution mais le problème : il faut changer de cap dans chaque pays.

Pour gagner sur les salaires, l'emploi, l'égalité professionnelle et améliorer nos conditions de travail, c'est dans chaque entreprise, chaque groupe, chaque branche professionnelle qu'il est nécessaire de gagner l'ouverture immédiate de négociations pour porter nos revendications pour une autre répartition des richesses. Le prix de notre travail doit l'emporter sur le coût du capital.

Gagner sur ces questions ouvre d'autres perspectives pour le financement de la protection sociale et pour une autre réforme des retraites.

Faisons partout du 15 octobre, journée nationale de grève et de manifestations interprofessionnelle, une nouvelle étape unitaire de mobilisation pour porter **TOUS ENSEMBLE** nos revendications.

Annexe II

Adresse de l'UD-CGT Loir et Cher au bureau confédéral de la CGT, ouverte aux organisations du CCN-

Chers camarades,

Une fois de plus, dans la Cgt, nous sommes confrontés à un manque de lisibilité dans le positionnement réel de la Cgt, de sa direction confédérale, qui conduit à ne pas prendre la mesure de l'impulsion nécessaire qu'il faut construire avec toutes ses forces organisées pour mobiliser les salariés à la hauteur des enjeux destructeurs que revêt le projet de loi sur les retraites. Le discours " finalement cela aurait été peut être pire et il y a des points positifs dans le projet " atténue l'ampleur de la riposte à créer pour défendre notre système de retraite par répartition et de financement par la cotisation sociale partie socialisée du salaire ; il conduit à une appréciation sous estimant les enjeux et contribue largement à démobiliser nos militants. Que ce discours ait quelques effets dans la direction confédérale souligne la nécessité que la confédération se positionne exclusivement sur l'intérêt des salariés en totale indépendance.

Cela exige d'avoir une position critique, une analyse propre de la Cgt quels que soient le gouvernement en place et la couleur politique de sa majorité.

Au vu des orientations gouvernementales et de la majorité socialiste qui poursuivent et aggravent les politiques antérieures que ce soit en matière de salaire, de travail, d'emploi, de retraite, de protection sociale ou de service public, la Cgt doit clairement s'opposer aux choix politiques de l'Élysée et de Matignon.

Ces choix entérinent les mêmes orientations que celles de leurs prédécesseurs ; ils les confirment, au nom de la défense de l'emploi par la compétitivité des entreprises et de la baisse du pseudo coût du travail, la réduction des salaires, la casse des acquis sociaux, de la protection sociale, des services publics au nom d'une réduction de la dette publique imposée par l'Europe construite par et pour le capital.

A la journée de rentrée des Unions Départementales et des Fédérations, il avait été proposé de construire un après 10 septembre dans le prolongement de celui-ci et non un mois après.

Les dates des 18 septembre et 7 octobre, avaient été identifiées, comme des journées d'action d'ampleur nationale unitaire ou, si ce n'était pas possible, la Cgt prendrait ses responsabilités.

Une fois de plus cette ligne d'action n'a pas été tenue, l'impulsion dans la confédéralisation des luttes est défaillante pour ne pas dire inexistante !

L'appel de la Commission Exécutive Confédérale d'une semaine de mobilisation du 7 au 11 octobre sans fixer au moins une date de point de convergence des luttes en territoires renvoie l'organisation de l'action, aux fédérations et surtout pour sa confédéralisation aux seules organisations territoriales : Unions Départementales et Unions Locales...

Cela conduit les organisations de la CGT à se débrouiller seules dans leur coin, à prendre des initiatives sans véritable coordination.

Ainsi le 18 septembre dernier, nous nous sommes " dépatouillés" pour impulser au niveau départemental un prolongement unitaire avec la FSU et Solidaires. Cette journée s'est soldée par une mobilisation de très faible importance seulement 170 manifestants sur le département, toutefois à mettre en regard avec les 200 de la Région Parisienne, alors que nous étions 1 800 le 10 septembre... Le 18, des camarades ont décidé de faire grève mais les préavis fédéraux nécessaires n'avaient pas été déposés : où est la confédéralisation des luttes ?

Des camarades nous font part de leur incompréhension devant une telle désorganisation de l'action syndicale : il en va de notre crédibilité et de notre capacité à nous donner les moyens de l'impulsion d'une mobilisation de masse.

Cette situation est due principalement au manque de discussion sur l'élaboration des repères revendicatifs, de leur clarté et de leur accessibilité par les militants de la Cgt et surtout du manque de contenus porteurs de transformations profondes pour inverser les choix économiques, politiques.

Le défaut de bilan et d'analyse de l'échec des mobilisations antérieures, malgré leur importance, qui a suscité l'interpellation de délégués lors du 50e congrès et depuis de plusieurs membres du C.C.N, ne permet pas de définir une stratégie revendicative offensive de la CGT.

Depuis plusieurs années les reculs sur les contenus revendicatifs de la CGT, que ce soit l'âge du départ de la retraite pour tous revendiqué dès 55 ans avec un taux plein à 75% du meilleur salaire brut d'activité qui sont devenus 75% du net à 60 ans , ou encore le manque de débat sur le financement de la sécurité sociale avec des dérives sur une fiscalisation envisagée dans des documents de la Cgt, participent à un manque de lisibilité dans ce que veut vraiment la CGT.

La direction confédérale assume-t-elle encore une conception anticapitaliste, de classe et de lutte pour répondre aux besoins des salariés par une transformation sociale participant à un changement de société ?

Aujourd'hui, plus que jamais, c'est d'une CGT, fidèle à ses idéaux fondateurs, à l'initiative, à l'offensive qu'ont besoin les syndiqués et les salariés pour leur redonner confiance dans leur capacité d'agir, à modifier leur quotidien et qui leur donne espoir dans la construction d'un avenir meilleur dans une société de paix, de solidarité, et de progrès social.

Cela demande d'avoir une direction confédérale qui dirige et définisse les axes revendicatifs, la stratégie revendicative après en avoir largement débattu dans les syndicats, les congrès et dans les organismes statutaires de direction de la Cgt qui soient l'émanation et le bien commun des organisations qui composent la Cgt.

A ce titre, le rôle et la place du Comité Confédéral National est essentiel, son ordre du jour et ses contenus devraient être mis à disposition de toutes les organisations qui le composent, Fédérations et Unions Départementales, pour qu'elles puissent en débattre largement en leur sein et a minima dans les commissions exécutives, afin de se positionner. Des débats préparés dans nos organisations faciliteraient des prises de décisions claires du CCN au lieu d'être sur le flou de vagues possibilités évoquées...

La CGT n'a-t-elle pas, en tant que première organisation syndicale confédérée, au regard de l'histoire et de sa place, la responsabilité d'être l'initiatrice des luttes à construire avec les salariés dans leur unité la plus large sans être dans l'attente ou à la remorque des autres organisations syndicales ?

Les dispositions ou plutôt leur manque de concret et de dynamique pour la semaine de mobilisation du 7 au 11 octobre, ne sont pas à la hauteur de ce qu'il nous faut réaliser. Nous ne nous donnons pas les moyens d'agir en grand ensemble, donc chaque organisation de la CGT fera du mieux qu'elle peut...

Mais dans ces conditions, nous risquons malheureusement de faire la démonstration d'une mobilisation à la hauteur de l'impulsion confédérale.

Le secrétariat.

Modifié le vendredi 04 juillet 2014

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020
Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... »



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019
Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »